



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU LUNDI 13 OCTOBRE 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Protection et Valorisation de
l'Environnement

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la
délibération:
**Statuts de la
Communauté
d'Agglomération
Dracénoise -
Compétence SPANC
- Modification**

L'an deux mille quatorze le treize octobre à dix huit heures, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BACQUET Yves, CARRIERE Christophe, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUZEREAU Gilbert, CAYMARIS Alain, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLOMBANI Anne-Marie, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, LEGRAIEN Françoise, LEROUX Florence, LE POULAIN Yves, LOEW Grégory, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICOLETTI Christine, PELASSY Michèle, PESCE Thierry, PREMOSELLI Christine, REIG Laure, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SENES Sylvain, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

REPRÉSENTÉS :

Liliane BOYER pouvoir à Françoise LEGRAIEN, Fabien MATRAS pouvoir à Laure REIG, Serge BALDECCHI pouvoir à Nicole FANELLI, Alain BOUCHER pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Max CARZOLI pouvoir à Nathalie GONZALES, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Alain HAINAUT pouvoir à Grégory LOEW, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Francine REGAZZETTI pouvoir à Alain PARLANTI, Jean-Daniel SANTONI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, David SONNEVILLE pouvoir à Florence LEROUX

ABSENT :

MARCEL Frédéric

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Mademoiselle Marie-Christine GUIOL

RAPPORTEUR : Monsieur Raymond GRAS

Transmis le : 17 OCT. 2014

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le 17 OCT. 2014

La Communauté d'Agglomération Dracénoise, dans le cadre de ses compétences facultatives, a pour mission « d'assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif » sur son territoire.

Le dixième programme de l'Agence de l'eau en vigueur depuis Janvier 2013, met en avant l'assainissement non collectif comme une solution à part entière, au même titre que l'assainissement collectif. Dans ce contexte, l'Agence de l'eau, en augmentant son enveloppe financière au profit de l'assainissement non collectif, espère impulser la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif présentant des pollutions ou des risques pour l'environnement

Les usagers de l'assainissement non collectif ont la possibilité de percevoir les aides octroyées par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, par l'intermédiaire du Service Public d'Assainissement Non Collectif. Pour ce faire, il est nécessaire de modifier, dans les statuts de la Communauté d'Agglomération Dracénoise, l'intitulé de la compétence telle qu'énoncée précédemment par la mention suivante : « d'assurer, pour les communes membres, le service public d'assainissement non collectif et l'animation des opérations collectives de réhabilitation ».

Ainsi, cette modification permettra à la Communauté d'Agglomération Dracénoise de disposer de l'enveloppe des aides financières de l'Agence de l'Eau afin de reverser celles-ci aux usagers éligibles, dans le cadre d'une convention de mandat.

En conséquence, et au vu de l'avis de la commission Hygiène et Salubrité en date du 06 octobre 2014, il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- approuver la modification statutaire énoncée, au sein de l'article 9, alinéa 2 ;
- autoriser Monsieur le Président à procéder à la notification de la présente délibération aux communes membres conformément à l'article L5211-17 du CGCT afin qu'elles délibèrent de manière concordante ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tous documents afférents à la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le lundi 13 octobre 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN

Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.